

**MARCHE PUBLIC DE FOURNITURES ET SERVICES**

# **CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES**

*MAPA en application des articles L2123-1 de l'ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du code de la commande publique et l'article R2123-1 du décret 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique*

**Administration contractante :**

**INSTITUT NATIONAL DE RECHERCHE POUR L'AGRICULTURE,  
L'ALIMENTATION ET L'ENVIRONNEMENT**

**Etablissement public de l'Etat à caractère  
Scientifique et Technologique**

## **OBJET**

**ACQUISITION, INSTALLATION ET MISE EN SERVICE D'UN  
SYSTEME DE REGULATION ET DE SUPERVISION DES CAVES  
D'AFFINAGE, PIECES DE MATURATION ET FABRICATION.**

**Centre de Recherches Clermont-Auvergne-Rhône-Alpes  
63122 Saint-Genès-Champanelle**

Version	Indice	Date d'émission	Document rédigé par	Relu et corrigé par	Validé par
BETA	0	02/12/2025	K.VALLUY	A. COMBRE	K.VALLUY
FINALE	1				
REVISÉ	1				

## **ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHE**

### **1.1 Objet**

Le présent marché a pour objet l'acquisition, installation et mise en service d'un système de régulation et de supervision des caves d'affinage, pièces de maturation et fabrication.

### **1.2 Décomposition en lots**

Le présent marché n'est pas décomposé en lot.

### **1.3 Tranches optionnelles**

La présente consultation fait l'objet de tranches optionnelles :

- Tranche optionnelle N° 1 (TO1) : Contrat de maintenance du système de régulation et supervision des caves d'affinage et pièces de maturation, d'une durée de trois ans, à compter de la fin de garantie des matériels

Par décision du Représentant du Pouvoir Adjudicateur et sous un délai de 6 mois maximum à compter de la notification de la tranche ferme, la tranche optionnelle pourra être affermie. Si la décision d'affermissement de la tranche optionnelle n'est pas délivrée, l'entrepreneur n'aura droit à aucune indemnité d'attente, ni de dédit

### **1.4 Prestations Supplémentaires Éventuelles Obligatoires**

La présente consultation ne fait pas l'objet de Prestations Supplémentaires Éventuelles Obligatoires.

## **ARTICLE 2 : TYPE DE PROCEDURE ET PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE**

Cette consultation est passée selon la procédure de marché à procédure adaptée en application de l'article L2123-1 l'ordonnance n°2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du code de la commande publique et de l'article R2123-1 du décret 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique.

Le présent marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

- 1) L'acte d'engagement
- 2) Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières du 02/12/2025
- 3) Le Cahier des Clauses Techniques Particulières du 02/12/2025
- 4) Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de Fournitures Courantes et de Services (CCAG / FCS), issu de l'arrêté du 30 mars 2021 modifié par l'arrêté du 30 septembre 2021,
- 5) Le mémoire technique détaillée du candidat précisant impérativement :
  - Le descriptif technique détaillé de chaque matériel

- La durée de vie des équipements, le délai de disponibilité des pièces de rechange
- Les délais de livraisons, d'installation et de mise en service.
- Les conditions de service après-vente
- Les conditions de garantie.

### **ARTICLE 3 : MODALITES D'EXECUTION DU MARCHE**

L'ensemble du matériel prévu au marché sera livré à INRAE, à l'adresse suivante :

**Unité UMRF  
20 Cote de Reyne  
15 000 AURILLAC**

Le candidat retenu assurera la livraison, l'acheminement du matériel jusqu'aux locaux, et mise en route de l'installation.

Le délai de livraison est fixé à ***l'article 6 de l'acte d'engagement***. La livraison et mise en service est prévue au plus tard **le 30 JUIN 2026**.

La livraison sera effectuée aux heures et jours d'ouverture du lieu de livraison en présence d'un représentant INRAE. Le titulaire du marché prendra contact avec l'unité afin de convenir d'un rendez-vous pour la livraison.

INRAE pourra, à la demande du titulaire, apporter son concours aux opérations de déballage. Le titulaire restant toutefois seul responsable de ces opérations.

Le titulaire fournit avec chaque matériel, au plus tard à sa livraison et rédigés en français :

- Les manuels d'entretien et d'exploitation du matériel,
- Les conditions de service après-vente
- Les conditions de maintenance.

Les matériels sont munis d'une plaque d'identification portant le nom du fabricant, le type de l'appareil et son numéro de fabrication.

Ils sont conformes aux normes européennes homologuées.

### **ARTICLE 4 : CONSTATATION DE L'EXECUTION DU MARCHE DE FOURNITURE**

**4-1** Les opérations de vérification des matériels sont effectuées, au sein de l'unité de recherche concernée, par le représentant INRAE en présence du titulaire.

**4-2** Si le premier essai sur les matériels n'est pas satisfaisant, un deuxième essai intervient dans les 15 jours suivant la mise en service des matériels remis en état.

**4-3** Si le deuxième essai sur les matériels n'est pas non plus satisfaisant, INRAE prononce le rejet total des matériels en cause.

Le titulaire doit alors en assurer le remplacement dans un délai tenant compte de ses possibilités et des nécessités INRAE, sauf si INRAE a décidé de la résiliation du marché s'il considère que le délai fixé est incompatible avec les nécessités du service bénéficiaire.

**4-4** Si l'essai est concluant, un procès-verbal est établi contradictoirement et signé par les deux parties.

**4-5** INRAE notifie sa décision d'admission du matériel au titulaire, conformément à l'article 30 du CCAG/ FCS.

## **ARTICLE 5 : OPERATIONS DE VERIFICATIONS DU MARCHE**

### **5-1 Vérifications**

Les vérifications des interventions et de la qualité des prestations sont effectuées dans les conditions prévues à l'article 28 du CCAG/FCS.

Ces vérifications ne donnent pas lieu, le cas échéant, à décision d'admission par dérogation aux articles 28.2, 29.2 et 30.1 du CCAG/FCS.

### **5-2 Manquements**

Tout manquement aux clauses et conditions du présent marché donnera lieu à l'application de pénalités comme défini à l'article 8 du présent CCAP.

Les manquements seront constatés par la personne chargée du suivi technique du marché ou toute autre personne d'INRAE habilitée, sous la responsabilité du représentant du pouvoir adjudicateur.

## **ARTICLE 7 : PRIX DU MARCHE**

Le marché est traité à **prix ferme et actualisable conformément à l'article R.2112-10 du code de la commande publique.**

Le prix sera actualisé si un délai supérieur à trois mois s'écoule entre la date à laquelle le soumissionnaire a fixé son prix dans l'offre et la date de début d'exécution des prestations.

L'actualisation se fera aux conditions économiques correspondant à une date antérieure de trois mois à la date de début d'exécution des prestations.

Ce prix comprend l'emballage et le transport du matériel, et la formation à l'utilisation de l'appareil. Les risques afférents au transport de la fourniture jusqu'au lieu de destination incombent au titulaire.

## **ARTICLE 8 : PENALITES**

Par dérogation, les pénalités sont applicables dès le premier euro.

### **8.1 Pénalités de retard**

Par dérogation à l'article 14 du CCAG / FCS, le titulaire encourt des pénalités de retards égales à 1/1000 du montant global du marché, par jour de retard de livraison à compter du lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré.

Cette pénalité est calculée par application de la formule suivante :

$$P = V * R / 1000$$

Dans laquelle :

P = le montant de la pénalité ;

V = la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant en prix de base, hors variations de prix et hors du champ d'application de la TVA, de la partie des prestations en retard, ou de l'ensemble des prestations si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable ;

R = le nombre de jours de retard

### **8.2. Pénalités afférentes au travail dissimulé**

Lorsqu'il ne respecte pas ses obligations déclaratives afférentes à la lutte contre le travail dissimulé telles que définies aux articles L8221-3 à L8221-5 du code du travail, le titulaire encourt une pénalité égale à 10 % du montant du marché et ne pouvant excéder celui des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 du code du travail. Le pouvoir adjudicateur peut également, en lieu et place de cette pénalité, décider de résilier le marché pour faute sans indemnités.

### **8.3. Plafond des pénalités**

Par dérogation, le plafond général des pénalités applicables au présent marché est égal à 20% du montant global des prestations commandées par INRAE.

## **ARTICLE 9 : AVANCE**

Pour les marchés dont le montant initial en prix de base est au moins égal au seuil fixé par le décret précité pour le versement de l'avance, une avance sera versée au titulaire du marché sauf indication contraire dans l'acte d'engagement.

Son montant est, en prix de base, égal à cinq pour cent du montant initial du marché en prix de base, si le délai d'exécution du marché exprimé en mois n'excède pas douze mois. Si le délai dépasse douze mois, l'avance est calculée en prenant 5 % d'une somme égale à douze fois le montant initial du marché divisé par la durée exacte du marché exprimée en mois.

Le taux minimal de l'avance est porté à 20% lorsque le titulaire est une petite ou moyenne entreprise conformément au décret n° 2024-1251 du 30 décembre 2024 portant diverses mesures de simplification du droit de la commande publique entré en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2025.

Le paiement de l'avance interviendra sans formalité dans le délai de 30 jours compté à partir de la date d'effet de l'acte portant commencement d'exécution du marché.

Aucune variation de prix ne sera appliquée au montant de l'avance.

Conformément au décret n° 2024-1251 du 30 décembre 2024 portant diverses mesures de simplification du droit de la commande publique entré en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2025, le remboursement de l'avance intervient de manière échelonnée en tenant compte du montant de l'avance accordée et des sommes restant dues au titulaire.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants lorsque le montant des travaux dont ils sont chargés est au moins égal au seuil fixé par le décret n°2018-1075 précité modifié pour le versement de l'avance.

Le versement de cette avance, dont le montant doit être au moins égal à 5% du montant des travaux sous-traités, et son remboursement, sont effectués à la diligence de l'entrepreneur ayant conclu le contrat de sous-traitance. Cet entrepreneur prend ce versement et ce remboursement en compte pour fixer le montant des sommes devant faire l'objet d'un paiement direct au sous-traitant.

#### **ARTICLE 10 : PAIEMENT**

Le paiement sera effectué à la livraison et mise en service des équipements par l'unité émettrice du bon de commande.

#### **ARTICLE 11 : FACTURATION**

Conformément à la loi n°2014-1 du 3 janvier 2014 sur la simplification de la vie des entreprises et l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, le titulaire ainsi que, le cas échéant, ses cotraitants et ses sous-traitants concernés, doivent transmettre leurs demandes de paiement sur le portail mutualisé de l'Etat Chorus Pro.

A l'heure actuelle, la transmission par le créancier de sa demande de paiement ne peut être prise en compte par INRAE que par dépôt au format pdf sur le site <https://chorus-pro.gouv.fr>

Les factures seront établies en un original selon les règles prévues par la comptabilité publique. Elles comprendront outre les mentions légales, les renseignements suivants :

- Le numéro SIRET du centre INRAE bénéficiaire
- Le numéro du marché
- Les prestations réalisées ou fournitures livrées
- Le numéro du bon de commande
- Le montant HT des prestations ou fournitures
- Le taux et le montant de la TVA
- Le montant total TTC

L'ordonnateur chargé d'émettre le titre de paiement est le Président du Centre INRAE Clermont-Auvergne-Rhône-Alpes.

Le paiement sera effectué par virement administratif au compte indiqué par le titulaire (RIB joint).

Le délai global de paiement est de 30 jours maximum à compter de la réception de la facture dans les formes prescrites.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points. Une indemnité forfaitaire de 40 € correspondant aux frais de recouvrement sera versée.

## **ARTICLE 12 : ASSURANCE**

Le titulaire devra pouvoir justifier d'une assurance contractée auprès d'une compagnie agréée garantissant sa responsabilité civile pour dommages de toute natures causés aux tiers du fait d'accidents ou d'incendie :

- Par son personnel salarié en activité de travail,
- Par ses matériels d'industrie, de commerce, d'entreprise ou d'exploitation,
- Du fait d'un événement engageant la responsabilité de l'entreprise après la livraison du matériel.

## **ARTICLE 13 : LITIGES**

En cas de litige, les parties s'efforceront de trouver une solution amiable à leur différend. A défaut, le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand est seul compétent :

Tribunal administratif de Clermont Ferrand

6 Cours Sablon

63 000 CLERMONT-Fd

Courrier : [greffe.ta-clermont-ferrand@juradm.fr](mailto:greffe.ta-clermont-ferrand@juradm.fr)

## **ARTICLE 14 : RESILIATION**

Il sera fait application des articles 38 à 45 du CCAG / FCS.

Tout manquement constaté du titulaire dans ses obligations telles que décrites au présent marché sera notifié au titulaire par courrier recommandé avec accusé de réception. Si la société n'a pas donné suite dans les quinze (15) jours suivant la réception de la lettre recommandée, INRAE pourra résilier le contrat de plein droit aux torts du titulaire. En cas de résiliation du contrat par INRAE, le prestataire sera rémunéré des prestations terminées et admises et des prestations en cours d'exécution dont INRAE accepte l'achèvement.

## **ARTICLE 15 : DEROGATIONS**

Par dérogation à l'article 1.2 du CCAG FCS, le présent CCAP n'établit pas la liste des articles du CCAG FCS auxquels il est dérogé